

NE LES OUBLIONS PAS:

William Johany DOMÍNGUEZ CASTRO



Date de naissance: octobre 1985

Date de son enlèvement: 20 janvier 2007

Situation familiale: Il est l'aîné de trois frères. Yaneth Melo, sa fiancée, se souvient en octobre 2007 avec nostalgie du voyage qu'elle a fait dans le Caquetá

l'année précédente pour lui fêter son anniversaire.

Quant à la maman de William, Ana Elvia Castro, elle parle de lui comme d'un jeune au tempérament joyeux, qui aimait son métier de soldat et veillait sur elle. Ils se parlaient souvent, s'envoyaient des messages par téléphone. Cela fait deux ans qu'elle ne l'a pas vu, ne lui a pas parlé, n'a pas eu de communication avec lui.

Profession: Il était soldat professionnel depuis deux ans.

Circonstances de son enlèvement: Il a été fait prisonnier au cours de combats entre les F.A.R.C. et le bataillon Juanambú, dans le Caquetá.

Preuves de vie:

Une première vidéo est diffusée le 3 juillet 2007 sur la chaîne Al Jazeera et montre d'autres otages des F.A.R.C.

Une seconde vidéo est transmise au président vénézuélien Hugo Chávez et montrée le 7 mars 2008 aux chefs d'Etats qui assistent au vingtième Sommet du Groupe de Rio, à Saint-Domingue. Ce jour-là, les chefs d'Etat colombien, vénézuélien et équatorien se réconcilient, après la crise diplomatique provoquée par le bombardement d'un camp des F.A.R.C. par

l'armée colombienne en territoire équatorien, qui avait entraîné la mort du n° 2 de la guérilla, Raul Reyes et d'une vingtaine de rebelles.

Le message de William Johany Dominguez est le suivant:

"Je veux exprimer ma reconnaissance envers Monsieur le Président de la République du Venezuela, Hugo Chávez et la sénatrice Piedad Córdoba pour leurs efforts en faveur de l'Accord Humanitaire. Ne baissez la garde à aucun moment.

Nous, nous sommes très contents de ce travail si précieux pour l'Accord Humanitaire. Je veux inviter les autres pays non alignés à intervenir pour un accord humanitaire.

Le gouvernement du Brésil, le président de la Bolivie, Evo Morales, le président de l'Equateur Rafael Correa, le président du Nicaragua, celui de la France, pour que le président du Venezuela et la sénatrice Piedad Córdoba continuent leurs efforts. Nous les prions s'il vous plaît d'intervenir auprès du président Álvaro Uribe Vélez.

Monsieur le Président Uribe, nous, les prisonniers de guerre, nous vous demandons seulement s'il vous plaît de faire l'Accord Humanitaire, que vous disiez oui au retrait, ce sont seulement 90 jours pour que nous puissions de nouveau être avec nos familles".

Mais depuis l'opération militaire menée le 2 juillet 2008 par l'armée colombienne, qui a permis la libération de quinze otages, dont Ingrid Betancourt, la question de l'accord humanitaire n'est plus à l'ordre du jour.

Sources : www.adoptaunsecuestrado.org, Cyberpresse, AFP, Colprensa, Libération.